



Un goût amer dans la Bush

Les liens entre les familles Bush et bin Laden

Par [Chris](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2001

[Uzine](#) 13 décembre 2001

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

« Je suis impressionné qu'il y ait une telle incompréhension de ce qu'est notre pays et que des gens puissent nous détester. Je suis... je suis comme la plupart des Américains, je ne peux pas le croire, car je sais combien nous sommes bons. »

Georges W Bush, conférence de presse du 11 octobre 2001 à la Maison Blanche.

La nouvelle est tombée le 26 octobre 2001, dans l'indifférence quasi générale, par une dépêche laconique de l'agence Associated Press : la famille Bin Laden retirait ses 2,02 millions de dollars d'investissements de la société Carlyle Group. L'annonce faisait suite à un article d'une page, paru le 27 septembre 2001 dans le Wall Street Journal, concernant une participation financière de la famille Bin Laden dans ce groupe. Mais aucun autre média ne s'est intéressé vraiment à cette information.

Qu'est-ce que Carlyle Group ?

The Carlyle Group est une compagnie d'investisseurs privés, peu connue du grand public, qui gère près de 13 milliards de dollars d'investissements dans différentes sociétés d'armement, de télécommunication et de laboratoires pharmaceutiques. Un complexe financier tentaculaire. Parmi les quatre sociétés les plus importantes détenues par ce groupe nébuleux, citons :

Empi, Inc (activité principale : les médicaments et produits médicaux. C.A. pour l'année 2000 : 73 millions de dollars)

Medpointe, Inc (activité principale : les médicaments et préservatifs. C.A. estimé pour l'année 2001 : 223 millions de dollars)

United Defense Industries, Inc (activité principale : la fabrication de chars et de véhicules blindés pour l'armée américaine ou l'export. C.A. pour l'année 2000 : 1,18 milliard de dollars)

United States Marine Repair, la plus grosse compagnie américaine de navires de guerre non nucléaires (C.A. pour l'année 2000 : 400 millions de dollars) [1].

L'ensemble de ces activités liées à l'armement ou à la Défense fait de Carlyle Group un des plus importants fournisseurs du Pentagone. Une grande partie de

ses commandes dépend donc du bon vouloir de l'administration en place. Mais cette société discrète ne s'arrête pas à sa seule collaboration avec l'armement américain. En 14 ans d'existence, elle a étendu son pouvoir financier partout dans le monde, là où les investissements étaient les plus lucratifs...

Aujourd'hui, le conglomérat Carlyle contrôle plus de 160 sociétés, dans 55 pays, et possède même un bureau en France, sis 112 Avenue Kléber, à Paris. Sa branche française s'est notamment faite remarquer en juin 2000, en prenant des parts dans la holding financière du Figaro, au nez et à la barbe de Serge Dassault, qui convoitait lui-même le titre. De l'autre côté de l'Atlantique, le grand patron de Carlyle Group n'est autre que Franck Carlucci, l'ancien Secrétaire d'Etat à la Défense sous Ronald Reagan, entre 1987 et 1989. Mais cette acointance politique n'est pas la plus étonnante.

La firme emploie également, à temps plein ou pour des opérations de relations publiques temporaires, Georges Bush (ancien président des USA, et père de l'actuel pourfendeur des talibans), John Major (ex-premier ministre de Grande-Bretagne), Karl Otto Pohl (ex-président de la Bundesbank), Fidel Ramos (ex-président des Philippines), Arthur Levitt (ex-président de la Security Exchange Commission = la COB américaine), et James Baker (ancien secrétaire d'état de Bush senior) [2]. Bref, le gratin mondial des grands décideurs... Et jusqu'au 26 octobre 2001, la famille de l'homme le plus recherché de la planète, faisait également partie de ce joyeux tour de table !

Il va de soi que l'on ne saurait accuser tous les membres de financer le terrorisme islamique. Il est par contre certain que tous les membres n'ont pas coupé les ponts avec Oussama. Il y a fort à parier que si Carlyle Group emploie toutes ces pointures de la géopolitique mondiale (dont les salaires sont bien évidemment tenus secrets), c'est pour profiter de leur carnet d'adresses bien garni, et assurer l'entregent international nécessaire à ses domaines d'activité, en vue d'un coquet chiffre d'affaires. S'appuyant sur cette époque tourmentée, l'armée américaine vient, par exemple, de demander au Congrès quelques 500 millions de dollars pour commander son nouveau jouet : le char Crusader, dont elle a besoin pour de futures opérations terrestres.

Et qui fabrique les chars Crusader ?

On l'aura deviné : l'entreprise United Defense Industries, Inc, et donc Carlyle Group ! Le Congrès américain est en train de débattre de l'opportunité de cet investissement lourd (payé par les contribuables), et des pourparlers sont en cours... Bref, grâce à des investissements diversifiés et très juteux, les actionnaires de Carlyle bénéficient d'un retour sur investissement de 34 % par an. Du jamais vu dans ce type d'activité. Avec une telle rentabilité, maintenue depuis la création du groupe, on s'attendrait à voir tous les analystes financiers de la planète conseiller l'achat de titres Carlyle. Or il n'en est rien, et pour une raison simple : Carlyle Group n'est pas coté en bourse. Un parti pris stupéfiant pour une entité de cette taille...

Mais seulement à première vue. Pas question, en effet, pour les grosses pointures de Carlyle, de laisser l'actionnaire moyen profiter d'une telle aubaine. Autre avantage, et non des moindres : en se plaçant hors du circuit boursier, le groupe n'est pas tenu de divulguer à la Security Exchange Commission (la commission américaine chargée de vérifier la régularité des opérations boursières) le nom de ses associés (et notamment les actionnaires gênants, tel le clan Bin Laden), pas plus que leurs parts respectives. Cette attitude est également le meilleur moyen de dissimuler le détail des activités, qui pourraient en offusquer plus d'un. En effet, chaque fois que Bush Junior passe commande d'un char ou d'un bateau à une société du groupe Carlyle, au nom de la défense américaine, c'est Bush Senior qui passe à la caisse, avec une autre poignée de happy few, dont les Bin Laden, qui ont fidèlement empoché leurs 34% de dividendes annuels jusqu'à cette année.

Carlyle Group prospérait tranquillement dans l'ombre, jusqu'à ce que deux organismes non gouvernementaux, Judicial Watch et Center for Public Integrity, s'insurgent de la situation. Ces deux associations, qui épluchent les milliers de pages délivrées par le Congrès chaque année, ainsi que les documents déclassifiés de la CIA ou du FBI, ont dénoncé cet état de fait [3], relayées par le Wall Street Journal et la BBC. Une telle nouvelle a bien sûr fait sortir Carlyle de son mutisme. La famille Bin Laden (à part le méchant Oussama, bien sûr), sont des gens respectables, ont fait savoir, la main sur le coeur, les dirigeants de Carlyle Group et Arabella Burton, secrétaire particulière de John Major, sitôt la nouvelle connue.

Pourquoi ont-ils retiré leurs investissements dans Carlyle, dans ce cas ? Georges Bush père s'est pourtant rendu à deux reprises, en octobre 1998 et 2000, au moins, à Jeddah, le siège familial des Bin Laden, en Arabie Saoudite. Leur a-t-il demandé des nouvelles d'Oussama, ou simplement un chèque ? Après les révélations du Wall Street Journal, Jean Becker, porte parole de Bush Senior, a d'abord déclaré que Bush Sr avait rencontré la famille Bin Laden une fois, puis, le lendemain : « Après avoir lu les notes de l'ex-président »... « L'ex-président Bush n'a pas de relation avec la famille Bin Laden. Il les a rencontrés deux fois ». Seulement deux ? Selon le Figaro du 31 octobre 2001, Oussama Bin Laden a été hospitalisé à l'hôpital américain de Dubai le 14 juillet 2001 pour une opération du rein et a reçu la visite d'un officiel de la CIA et de plusieurs membres de sa famille (dont il est, rappelons-le, le mouton noir et avec laquelle il est censé avoir coupé les ponts).

Ces membres étaient-ils au nombre de ceux qui possédaient des parts dans Carlyle Group ? Mystère, tant est complexe la famille Bin Laden. Enfin, le 7 novembre 2001, The Guardian révélait que certains officiels du FBI se plaignaient que « pour des raisons politiques, toutes leurs investigations sur la famille Bin Laden avaient été stoppées, surtout depuis que Georges W Bush était devenu président. ». Ces investigations portaient sur deux frères de Oussama Bin Laden, Omar et Abdullah, pour leur relation avec la World Assembly of Muslim Youth, qui fait partie des associations suspectées de financer le terrorisme. Étaient-ils parmi les 24 membres de la famille Bin Laden résidant aux Etats-Unis, qui se sont envolés (sous la supervision du FBI !) de l'aéroport de Washington le 14 septembre 2001, trois jours après les attentats [4] ? Mystère, la liste complète des passagers n'a pas été publiée.

Il faut dire que les liens entre la famille Bush et le Moyen-Orient sont anciens, profonds et lucratifs. N'est-ce pas la société de Georges Bush Jr, Harken, qui avait obtenu l'exploitation exclusive du gaz et du pétrole de l'émirat du Bahreïn pour 35 ans, alors qu'elle n'avait aucune expérience des forages off-shore ? Certains grands pétroliers (dont Amocco, qui était sur les rangs) avaient alors fait savoir que Bush Senior, alors président, n'y était pas pour rien. Le 22 juin 90, quelques semaines avant que papa ne déclenche Desert Storm, Bush Jr liquidait sa participation dans Harken, 850 000 \$. Une semaine après, Harken annonçait des pertes records de 23 millions de dollars. Dès l'invasion, le titre plongeait... « Coup de chance », a commenté Junior [5], oubliant au passage de déclarer à la SEC cette cession. Interrogé par la même SEC huit mois plus tard sur cet oubli, il précisa que la SEC avait sûrement perdu la feuille de déclaration [6].

Parmi les associés de Georges Bush Junior figurait un personnage sulfureux nommé Khalid Bin Mafhouz. Son nom reste associé au scandale de la BCCI (banqueroute, 12 milliards de dollars disparus en fumée), dont il possédait 20 % du capital. Il a été reconnu coupable de dissimulation fiscale et a dû acquitter une amende de 225 millions de dollars, en plus d'une interdiction à vie d'exercer un métier bancaire aux Etats Unis. Lors de l'enquête menée à l'occasion de ce procès, il est apparu que la CIA avait utilisé cette banque pour financer certaines opérations obscures, mêlant drogue et trafic d'armes, bien évidemment couvertes par le secret d'Etat. En 1987, Khalid Bin Mahfouz

acquérait 11,5 % de Harken, la société que présidait Georges Bush Jr, via son homme d'affaires aux Etats-Unis, Abdullah Taha Bakksh [7].

Au conseil d'administration de Carlyle se trouvait jusqu'à l'an dernier Sami Baarma, directeur de la Prime Commercial Bank du Pakistan, dont Bin Mahfouz est le patron. Mieux encore, James Bath, copain de régiment de Georges W. Bush Junior et fils d'une grande famille pétrolière texane, a été l'un des premiers investisseurs dans le business pétrolier de Bush Junior, puisqu'il détenait 5 % de ses deux premières sociétés, Arbusto 79 et Arbusto 80. Or depuis 1976, James Bath était le représentant aux Etats-Unis de Salem Bin Laden, le frère aîné d'Oussama, qui décèdera dans un accident d'avion comme son père, fondateur de la dynastie ! Poursuivi par un ancien associé, il a témoigné sous serment en 1992 et confirmé ces faits. Le Fincen (Financial Crime Enforcement Network) enquêtait alors sur la société de Bath, Ventures Corp, Inc et la soupçonnait fortement de faciliter des prises de contrôle de compagnies afin d'influencer la politique étrangère américaine [8]. Après avoir nié le connaître, Georges W Bush a finalement reconnu qu'ils avaient « fait » de vagues affaires ensemble lorsque l'information est sortie pendant les primaires républicaines pour l'élection présidentielle que Bush a remporté en Floride dans les conditions que l'on sait [9]. Quant à Khalid Bin Mahfouz, il a été arrêté le 3 août 2000, à la demande de l'administration Clinton et placé sous mandat d'arrêt à l'hôpital militaire de Taef, en Arabie Saoudite. Depuis, personne ne sait ce qu'il est devenu. Bin Mahfouz, il faut le savoir, fait partie des personnes activement recherchées pour soutien à l'organisation Al Qaeda, via des organisations humanitaires islamiques.

Que ressort-il de tout cela ? Dans l'opération liberté immuable, qui sont les bons et qui sont les méchants ? Les marines américains qui viennent de débarquer en Afghanistan savent-ils pour quels intérêts ils risquent leur peau ? Les gouvernements européens, dont le nôtre, ont-ils connaissance de ces informations ? Pourquoi Bush Jr, comme le demandent avec insistance Judicial Watch et Center for Public Integrity, ne demande-t-il pas à son père de cesser tout contact avec Carlyle ? Khalid Bin Mahfouz est-il déjà au fond de la mer Rouge ? Pourquoi George W Bush a-t-il attendu quinze jours pour dresser la liste des organisations suspectes dont les avoirs devaient être gelés aux Etats-Unis et ailleurs ? A l'heure des transactions bancaires et anonymes, ces quinze jours sont une éternité.

Grosso modo pour une seule et unique raison : à ce niveau d'imbrication d'intérêts privés et personnels, Bush ne peut rien faire ni dire. Il ne peut que prêcher une croisade du monde libre contre les infâmes intégristes barbus, qui empêchent les groupes pétroliers de construire le pipe line vital qui acheminerait le pétrole des immenses réserves pétrolières de la Caspienne vers la mer Rouge. Il suffit de regarder une carte de la région pour s'en convaincre. Et, pour le cas hautement improbable où l'on capturerait Bin Laden vivant, George W Bush vient d'inventer un tribunal militaire d'exception, à l'abri de la presse et des curieux, pour des raisons évidentes de sécurité nationale. Oussama pourrait sortir des photos du méchoui familial, avec Bush Senior autour du tapis. Que faire ? Que faire pour que le plus influent pays au monde cesse d'être dirigé par des personnes dont le portefeuille d'actions grossit chaque fois qu'une guerre éclate sur la planète ?

Jusqu'au 11 septembre, tout était parfait, la guerre se déroulait chez les autres qu'il suffisait d'armer, directement ou indirectement, en empochant au passage les commissions de ventes d'armes. Depuis le 11 septembre, à cause d'une vingtaine de fanatiques armés de cutters, la donne a changé, car pour la première fois depuis 1865 (fin de la guerre de Sécession), le conflit se déroule sur le sol des Etats-Unis. Le peuple américain, et particulièrement les familles des quelques 7000 victimes des attentats, est en droit de demander à son président pourquoi.

Notes

[1] Voir Hoover's Online.

[2] The Guardian.

[3] Voir Judicial Watch et Center for Public Integrity.

[4] Scoop, agence néozélandaise de presse basée à Wellington.

[5] US News and World Report, 1992.

[6] The Nation, 26 avril 1999.

[7] Intelligence News Letter, 2 mars 2000.

[8] Houston Chronicle, 4 juin 1992.

[9] TIME Magazine.

Copyright © Chris, Uzine 2002. Pour usage équitable seulement .

La source originale de cet article est [Uzine](#)

Copyright © [Chris](#), [Uzine](#), 2001

Articles Par : [Chris](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca